



RAPPORT D'ACTIVITÉ, DE DÉVELOPPEMENT DURABLE ET D'ÉGALITÉ HOMMES-FEMMES

Année 2022



www.ain.fr





Jean DEGUERRY
Président du Département

« Le rapport d'activité présente de façon exhaustive et concrète l'engagement manifeste du Département au service des Aindinois. Pour la deuxième année consécutive, nous faisons le choix de réunir au sein d'un même document le rapport d'activité général, le rapport sur le développement durable et celui sur l'égalité homme/femme. Ces sujets sont structurants et nous les intégrons dans chacun de nos choix, dans chacune de nos actions. Avec agilité, efficacité et proximité, nous agissons de toutes nos forces dans l'intérêt de l'Ain et de ses habitants ».



Jean-Yves FLOCHON
Vice-Président délégué
à l'agriculture, à la préservation
de la biodiversité et des
ressources et à l'environnement

« Parmi nos priorités de mandat, nous nous sommes donné pour mission de lutter efficacement, concrètement, contre le réchauffement climatique et pour la préservation des ressources naturelles. Et comme il s'agit d'un sujet transversal, il paraît évident que chaque action du Département soit alignée avec cette exigence commune. C'est pourquoi le rapport du développement durable se fonde dans le rapport d'activité. Car agir pour les Aindinois, c'est de toute façon agir en respect de l'environnement ».



Hélène CÉDILEAU
Vice-Présidente déléguée
aux ressources humaines
et aux sports

« Forte de ses 2 300 agents pleinement engagés dans le service des Aindinois, la collectivité se doit de mettre l'accent sur l'égalité homme/femme, tant dans son organisation interne que dans son action de terrain. Je tiens à exprimer ma reconnaissance à l'ensemble des services du Département qui ont œuvré à la rédaction de ce rapport d'activité. Nous y mesurons la prégnance de la question de l'égalité homme/femme au Département, la grande diversité de nos actions et la force de notre détermination à agir pour l'Ain et les Aindinois ».

SOMMAIRE

Environnement	p.4-5	Solidarité	p.12-13
Attractivité du territoire	p.6	Culture et Sport	p.14-15
Aménagement du territoire/routes	p.7-10	Administration générale	p.16-19
Éducation et Jeunesse	p.11	Perspectives 2023	p.20-22

UN PROJET D'ADMINISTRATION QUI PREND TOUT SON SENS EN 2022

Comme l'année dernière le Département de l'Ain se démarque pour la publication de son rapport d'activité par un document unique qui élargit la perspective aux enjeux du développement durable et de l'égalité hommes / femmes, trois sujets qui doivent faire l'objet d'une publication réglementaire.

L'ambition reste inchangée : présenter un rapport harmonisé, synthétique, axé sur les résultats, les grands enjeux et la valorisation de nos missions, avec l'ambition d'une meilleure lisibilité et visibilité de notre action quotidienne.

En 2022, nous avons continué d'agir pour l'attractivité et l'aménagement du territoire, pour l'environnement, pour la solidarité, l'éducation, la culture et la jeunesse. Notre collectivité, forte de ses 2 300 agents, a déployé de nombreux dispositifs de soutien et d'investissements structurants pour soutenir la dynamique de tous les territoires de l'Ain, dans le cadre de nos compétences obligatoires mais aussi de politiques volontaristes et de priorités de mandat assumées.

Parallèlement, les chantiers du projet d'administration « *Pour un service public de référence* » continuent d'être mis en œuvre.

Cette mobilisation porte ses fruits. Elle se traduit par des résultats exceptionnels constatés au compte administratif 2022 et ce rapport d'activité l'illustre. Il présente ainsi l'état d'avancement de nos projets et permet de tracer les perspectives de nos actions à venir. Démontrant l'intégration des impératifs environnementaux et d'égalité hommes/femmes à nos politiques, ce rapport unifié dresse le tableau d'une action départementale cohérente, solide et en phase avec la société.

En 2023, nous entrerons dans la deuxième phase du projet d'administration avec pour objectif d'amplifier le soutien à nos territoires, le projet politique porté par nos élus, l'ambition de service et d'exemplarité du Département comme nos moyens d'agir. Ensemble, nous poursuivons la modernisation et la sécurisation de notre collectivité.

Un service public de référence est notre objectif au quotidien pour les Aindinois.

Je remercie tous les agents pour leur engagement et nos élus pour leur ambition.



François GENEST
Directeur général des services

Egalité Hommes-Femmes

CHIFFRES CLEFS

- 62 % des agents sont des femmes
- un régime indemnitaire égal *
- égal accès à la formation

* par catégorie professionnelle et niveau de responsabilité identique

Partenariats en faveur des milieux naturels

Soutien à la gestion des sites et milieux naturels ; mise en œuvre d'actions de préservation des ressources naturelles, gestion et valorisation de la biodiversité et accompagnement au développement maîtrisé des sports de nature.

Près de 4,5 millions d'euros dont 1,2 million d'euros dans le cadre de partenariats avec les structures gestionnaires et partenaires du plan nature et biodiversité.

Valorisation des espaces naturels sensibles (ENS)

- 39 ENS (15 000 ha) labellisés + 30 sentiers d'interprétation dont 7 accessibles aux personnes à mobilité réduite
- 23 structures gestionnaires
- 5 sites Rivières sauvages et partenaires de la politique
- Le site de la Dombes labellisé Ramsar et 2 projets de labellisation Ramsar en cours (Bugey)

Plan apicole et plan haies

- 89 projets soutenus pour une subvention globale de 16 751,58 €. Cette politique a également permis d'accompagner les ruchers écoles et pédagogiques du département pour l'achat de matériel à hauteur de 10 384,61 €.
- 13,8 km de haies ont été financés ainsi que la plantation d'un verger de variétés anciennes, pour un montant total de 171 120,90 €.

Plan vélo

- Appui technique et financier aux Collectivités : aménagements cyclables, voies vertes, études de schémas modes doux.
- 535 000 € ont été votés pour les différents projets de voies vertes, voies cyclables et modes doux (aménagements ViaRhôna, la Voie bleue, la Voie du Lange (liaison Oyonnax - Nantua), la voie verte de la Bresse « La Traverse »).

Randonnée (pédestre, VTT, équestre)

- Mise à jour du Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée (PDIPR) : continuité des itinéraires, préservation du réseau, promotion touristique
- 463 itinéraires inscrits au PDIPR (4 600 km)
- Près de 65 000 euros octroyés pour le développement des sports de nature, le PDIPR et la signalisation.

Politique de l'eau

- Adoption du plan d'actions pour la ressource en eau en février 2022.
- 76 dossiers pour un montant de 65 M€ de travaux aidés à hauteur de 7,3 M€ dans le cadre des pactes de territoires dont 6 ont fait l'objet d'une bonification du taux de l'aide pour aider les collectivités à améliorer le rendement de leur réseau.

Milieux aquatiques

- Soutien à la restauration, gestion, réhabilitation des milieux aqua

Assistance technique à l'assainissement

- Via des conventions de partenariat avec les EPCI (SATESE pour les stations d'épuration et SATAA pour l'assainissement autonome)
 - 274 collectivités conventionnées
 - 409 stations d'épuration suivies (82 % du parc épuratoire)
 - 517 interventions sur le terrain - 104 réunions
 - 226 000 € pour réhabiliter 113 installations en assainissement non collectif

Vice-présidents délégués

Agriculture, préservation de la biodiversité et des ressources (eau, air, sol, forêt) et environnement : Jean-Yves Flochon
Routes et mobilités : Guy Billoudet
Tourisme, patrimoine et culture : Marie-Christine Chapel



PRIORITÉS DU MANDAT

PRÉSERVATION DE LA RESSOURCE EN EAU EN 3 AXES :

- Le premier concerne les travaux en maîtrise d'ouvrage du Département, récupération des eaux de pluie, désimperméabilisation des cours de collège mais aussi soutien financier du Projet Territorial de Gestion de l'Eau de la Dombes et le renforcement du suivi des niveaux de nappes sur cette zone.
- En 2022, 4 cours de collèges (Saint-Denis-lès-Bourg, Thoisse, Reyrieux et Saint-André-de-Corcy) désimperméabilisés.
- En 2022, cuves de récupération d'eau de pluie installées notamment sur le site routier de Jayat et le collège de Saint-Didier-de-Formans
- Le deuxième vise à aider les professionnels, notamment agricoles, dans leur projet d'économie d'eau.
- Enfin, le troisième accentue la politique de l'eau avec une bonification des aides financières pour résorption des réseaux d'eau les plus fuyards et la valorisation des actions de restauration des zones humides pour stocker l'eau.

Économie circulaire et méthanisation

- Soutien financier aux équipements de gestion des déchets, initiatives de prévention et réduction des déchets à la source 243 993 €

Performance énergétique et développement des Énergies Renouvelables

- Accompagnement rénovation habitat privé & petit tertiaire :
 - Poursuite du SPPEH (Service Public de Performance Énergétique de l'Habitat)
 - 216 000 € avec 11 358 interventions auprès des particuliers, via la SPL ALEC AIN

Commission Locale d'Information (CLI) du CNPE BUGEY

- Trois réunions plénières de la CLI ont eu lieu : le 1^{er} février 2022, le 12 juillet 2022 et le 12 décembre 2022, suivies de la réunion publique annuelle.
- Création et première réunion d'un groupe de travail spécifique comportant des membres volontaires des différents collèges de la CLI BUGEY afin d'émettre un avis sur les dispositions proposées par EDF lors du 4^{ème} réexamen périodique, au-delà de la 35^e année de fonctionnement des réacteurs nucléaires n°2, 4 et 5.

Mesures environnementales ERC (éviter, réduire, compenser)

- Support auprès de la DGAI pour la mise en œuvre de la séquence ERC dans le cadre des projets d'infrastructures portés par le Département
- Mise en place et suivi de mesures « RC » après la réalisation des travaux
 - 3 aménagements routiers suivis par des écologues
 - 5 sites de compensation gérés par des gestionnaires de milieux naturels



Développement durable

Restauration de la continuité écologique sur la RD 1504 à la Burbanche

Le site de « la Burbanche, à la Cluse des Hôpitaux » sur la RD 1504, était l'un des sites les plus importants du département où la circulation routière avait un fort impact sur la population d'amphibiens. Ce secteur ayant été identifié, au niveau régional, comme « point de conflit » à restaurer, le Département a réalisé des travaux pour l'aménagement d'un crapauduc de 600 mètres sous chaussée, afin de sécuriser cette route très fréquentée et d'assurer sa perméabilité pour l'importante population d'amphibiens (en déclin)

D'un coût global s'élevant à 384 162,67 euros HT, les travaux et le suivi du crapauduc ont été soutenus à 70 % par l'Agence de l'Eau au titre de son appel à projet Biodiversité, pour la restauration de ce corridor écologique.

MISE EN ŒUVRE DES MESURES COMPENSATOIRES DU COLLÈGE ET DU GYMNASÉ DE SAINT-DIDIER-DE-FORMANS

Le projet fait l'objet de mesures compensatoires en faveur des espèces protégées impactées par les travaux. Ces mesures réglementaires sont mises en œuvre par l'ONF sur 3 sites de compensation. Conformément au plan de gestion prévu sur la période 2021-2050, les actions réalisées en 2022 consistent en : la création d'une mare ; la création d'arbres totems ; la gestion d'espèces envahissantes ; l'irrégularisation de lisières ; l'identification, la préservation et le maintien d'arbres gîtes (chauve-souris, oiseaux...)

Les mesures sont financées à 80% par le Département et à 20 % par la Communauté de Communes Dombes Saône Vallée. Cela représente environ 472 000€ HT sur 30 ans (en € 2022).

ATTRACTIVITÉ DU TERRITOIRE

Organismes en faveur de l'attractivité

Soutien aux structures qui favorisent l'attractivité du territoire, la valorisation des savoir-faire, des structures d'excellence et la notoriété gastronomique de l'Ain.

- 16 structures soutenues
- 608 840 € de subventions

Tourisme

Accompagnement des structures (bénévoles ou professionnelles) qui œuvrent au développement du tourisme dans l'Ain

- 2,25 M€ d'aides aux organismes
- 858 544 € pour les hébergements

Agrilocal

Adhésion du Département depuis 2015 à la plateforme Agrilocal : mise en relation des producteurs locaux et acheteurs publics pour la restauration collective

- Chiffre d'affaires : 1,3 M€ (correspondant à 13 % du CA des collectivités adhérentes à l'Association nationale)
- Département numéro 1 sur 38 départements adhérents

Aide à l'attractivité du territoire

Aide à l'immobilier d'entreprises ; créations, aménagements et extensions des zones d'activités

- 22 dossiers d'aides à l'immobilier d'entreprise soit 1.6 M€ d'aide pour 29 M€ d'investissement
- 3 dossiers d'aide à des zones d'activités

Politique agricole

Soutien de structures dans le cadre du Programme de Développement Rural Rhône-Alpes principalement

- 1,27 M€ d'investissement

Filière bois

Soutien à des entreprises locales et différentes structures (ONF, CRPF, Xylofutur, Fibois...)

- 165 360 € en fonctionnement
- 389 829 € en investissement pour les entreprises de la filière
- Des actions liées à l'environnement

Filière piscicole

Soutien de l'activité des Etangs de la Dombes et adoption du nouveau Livre blanc : 646 198 €

- 319 599 € Aide de fonctionnement dont les organismes
- 326 599 € Aide aux investissements

Développement durable

Agrilocal

La sensibilisation des convives est aussi un enjeu de taille : Agrilocal01 intervient dans les établissements pour aborder de manière ludique la saisonnalité des produits, le gaspillage alimentaire et l'agriculture de notre territoire.

Filière piscicole

2022 a été marqué par le renouvellement du Livre blanc de la filière piscicole pour la période 2022-2025. La prise en compte du changement climatique a été intégré avec de nouvelles mesures visant à une gestion optimale de l'eau.

Vice-présidents délégués

Attractivité : Gérard Paoli
Agriculture, bois, pisciculture : Jean-Yves Flochon
Routes : Guy Billoudet
Tourisme : Marie-Christine Chapel
Conseiller délégué à la moyenne montagne : Philippe Émin



PRIORITÉS DU MANDAT

Filière Bois : Le Département de l'Ain a fait de la préservation de la ressource « forêt » une priorité de mandat 2021-2028.

Dans ce contexte, des Assises départementales de l'Ain se sont tenues en octobre 2021 et mai 2022.

Elles ont encadré une large concertation rassemblant 149 personnes qui ont travaillé autour de différents thèmes : gestion forestière, morcellement, emploi recrutement, communication grand public, biodiversité, construction bois, ...

L'exécutif a souhaité que l'ensemble des acteurs aindinois (entreprises, associations, collectivités) s'associent pour répondre tous ensemble aux enjeux climatiques actuels et prioritaires de la transition écologique et énergétique.

Des actions concrètes ont pu être définies et leurs mises en œuvre sont lancées avec comme exemple de réalisations concrètes :

- Le Département est signataire du pacte bois biosourcés
- Le Département a adhéré à Sylv'acctes

Stratégie Montagne de l'Ain : la délibération cadre du 7 février 2022 a permis :

- de mettre en place la gouvernance pour une stratégie de développement touristique coordonnée avec un plan d'investissement de 4.35M€ (2022/2026),
- la signature de la charte de bonnes pratiques le 08/12/2022 à Nantua avec l'ensemble des acteurs du territoire,
- l'accompagnement de la Région dans le cadre de l'appel à manifestation d'intérêt « montagne été/hiver » pour lequel le Département de l'Ain a été lauréat en tant que chef de file des structures du territoire (enveloppe de 15M€),
- le recrutement, au 1er octobre 2022, d'une cheffe de projet ingénierie montagne (poste co-financé à hauteur de 75% par le Massif du Jura) pour mettre en œuvre de façon opérationnelle la stratégie Montagne de l'Ain et le suivi du plan pluriannuel d'investissement
- la mise en place d'un fonds vélo de 100 000€ à destination des opérateurs privés pour l'acquisition d'une flotte de VTAE élargi à l'ensemble du Département
- 434 469 € de subventions versées en 2022 (projet VTT – SMPR ; pôle VTT PGA ; diversification site Terre Ronde – HBA ; Restructuration pistes SurlYand – CCUR)

Fibre optique

La couverture en Très Haut Débit (THD) fibre dans le département de l'Ain est assurée par le SIEA en zone d'initiative publique (378 communes concernées).

- 3 M€ / an pendant 11 ans
- 38 600 nouvelles prises déployées par le SIEA en 2022
- 289 communes ouvertes FTTH intégralement ou partiellement

Téléphonie mobile

Le Département assure l'identification et la priorisation des secteurs en couverture mobile et propose les sites à couvrir en concertation avec l'État, en lien avec la Région.

- 15 nouveaux sites retenus
- 13 sites mis en service en 2022

Petites Villes de Demain

Le programme Petites villes de demain permet aux villes lauréates de moins de 20 000 habitants de bénéficier d'un soutien spécifique pour élaborer et mettre en œuvre leurs projets de revitalisation. Le Département assure l'intermédiation financière de subventions de la Banque des Territoires pour la réalisation d'études d'ingénierie.

- 23 communes Petites Villes de Demain
- 25 demandes de cofinancement, soit 139 870 € (crédits Banque des Territoires)

Urbanisme

Le Département apporte son soutien technique, mais aussi financier à l'élaboration ou la révision des documents d'urbanisme (PLU, PLUi(H), SCoT).

- 39 avis portant sur l'élaboration, la modification ou la révision de documents d'urbanisme communaux ou intercommunaux
- 14 subventions attribuées, soit 28 372 €

Pactes de territoire 2021-2023

20,7 millions d'euros attribués en 2022 pour soutenir les projets d'investissement portés par les Communes et intercommunalités de l'Ain :

- Equipements de proximité et Investissements structurants : 7,6M€ sur crédits départementaux et 2M€ au titre des amendes de police*
- Politique de l'eau : 7,3 M€
- Transition écologique : 3,2 M€
- Patrimoine historique bâti : 722 k€

*À noter que l'enveloppe Amendes de police prévisionnelle était de 1M€.

En 2022, le Département a bénéficié d'une dotation plus importante et d'un reliquat de l'année 2021.

CPER 2015-2020

Le Contrat de Plan État-Région est un document stratégique structurant pour le territoire, qui permet de faire émerger de grands projets d'aménagement et d'en définir le financement. Le Contrat de Plan État-Région 2015-2020, se termine (quelques dossiers en cours en 2021). La prochaine génération du CPER (2021- 2027) est en cours d'élaboration

- 52,7 M € investis sur la période 2015-2020
- 24 opérations inscrites dont 9 sous maîtrise d'ouvrage départementale

ADI

Initiée par le Département de l'Ain, l'Agence Départementale d'Ingénierie de l'Ain apporte son soutien et son expertise aux communes et établissements publics de coopération intercommunale de l'Ain.

- 136 demandes de conseil, 343 marchés accompagnés et 178 conventions d'accompagnement
- Financement du Département : 130 000 €

Vice-présidents délégués

Aides aux communes : Charles de la Verpillière
Affaires transfrontalières : Gérard Paoli
Conseiller délégué à la sécurité : Jean Pierre Gaitet



PRIORITÉS DU MANDAT

Le Département de l'Ain a fait de la sécurité et de la vidéoprotection un enjeu prioritaire, avec 3 objectifs principaux : sécuriser les abords des collèges de l'Ain, équiper les sapeurs-pompiers et leur matériel, et accompagner financièrement les collectivités qui voudraient investir dans des réseaux municipaux de vidéosurveillance.

Le budget alloué à cette action est de 500 000 € de 2022 à 2024.

En 2022, 3 collèges ont été équipés de vidéoprotection : les collèges Ampère et Lumière (Oyonnax) et Anne Franck (Miribel).

D'autres sites (collèges publics, privés et agences routières) sont à l'étude.

À noter que le dispositif dédié à la vidéoprotection dans les Pactes de territoire va être déployé à partir de 2023.

Il permet de soutenir les projets du bloc communal avec une enveloppe annuelle de 200 000 € et leur donne la possibilité de déposer un dossier supplémentaire par an

Équipements des centres d'incendie et de secours (CIS) de Miribel, Ambérieu-en-Bugey, Lagnieu, Suran, Thoiry et Plaine de l'Ain (Loyettes), Montréal/Nantua, Coligny, Châtillon-sur-Chalaronne, Pont-d'Ain, Gex-Divonne-les-Bains, Feillens et Marboz et une première phase du site de l'État-Major.



Affaires transfrontalières et européennes

• Compensation financière genevoise (CFG)

53^e versement de la CFG : 80,5 M€ répartis par l'Assemblée départementale le 26 septembre 2022 (part dite communale : 44,3 M€) et 12 décembre 2022 (part réservée au financement des projets structurants : 36,2 M€). Après concertation avec les EPCI du Pays de Gex et du Pays Bellegardien, approbation en septembre 2022 des évolutions des modalités de répartition de la CFG afin d'accroître son impact au profit des territoires les plus impactés par le fait frontalier.

• Dépenses liées aux actions des coopérations transfrontalières franco-suisse (hors valorisation RH) : 179 598 €

• **Marque de destination touristique « Montagnes du Jura »** - contribution 2022 du Département dans le cadre de la convention partenariale renouvelée 2022/2024 : 67 500 €

• Le FSE géré par le Département par délégation de l'État

- 12 opérations soutenues en 2022 avec un total de 1,17 M€ de FSE
- 1 135 participants accompagnés en 2022 toutes opérations FSE
- Octroi par l'Etat d'une enveloppe de FSE+ pour 2023-2027 de 6,6 M€
- Lancement de 5 appels à projets FSE+

• Subvention européenne au titre du Programme opérationnel régional Rhône-Alpes – axe REACT-UE

Octroi d'une aide de 556 129 € (80 % des dépenses HT) pour le projet « Renforcement de l'usage du télétravail pour faire face à la situation de crise sanitaire liée à la Covid » (opération portée par la DSIN).

Sécurité civile

Le soutien du Département au Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) est l'un des plus importants de France. Prise en charge des dépenses de construction et de réhabilitation de casernes, soutien à l'acquisition de matériels, acquisition d'équipements de protection, le Département de l'Ain, premier partenaire du SDIS, soutient et reconnaît pleinement l'importance de l'engagement des sapeurs-pompiers, professionnels comme volontaires, qui sont les garants de la sécurité des habitants de l'Ain.

Le plan d'aide à l'investissement,

- **Aide en fonctionnement : 34,55 M €**
- **Aide en investissement : 6 M €**
- **Participation du Département au fonctionnement du SDIS : 66%**

Laboratoire départemental d'analyses (LDA)

Grâce à ses compétences en prélèvements, microbiologie, biologie moléculaire, sérologie, parasitologie, chimie, le LDA01 est capable de réaliser des diagnostics et des autocontrôles vétérinaires, alimentaires et sanitaires (légiionnelles dans eaux chaudes). Audit, conseil et formation complètent les prestations proposées aux professionnels de l'alimentation.

L'année 2022 a été marquée par :

- **292 000 € de dépenses d'investissement (dont un autoclave, des appareils d'analyse PCR, une armoire cuve sécurisée)**
- **3,15 M € euros de recettes (prestations d'analyses et de formation)**
- **3,5 M € de dépenses de fonctionnement**

Le LDA01 est l'un des dix laboratoires agréés par le Ministère en charge de l'agriculture pour la réalisation des analyses officielles de dépistage du virus Influenza aviaire par PCR dans des locaux de confinement de type P3.

Le LDA01 est également l'un des 12 laboratoires français agréés pour les contrôles officiels des E coli STEC dans l'alimentation.

Développement durable

Coopération transfrontalière franco-suisse :

Approbation de la Charte Grand Genève en transition : les ambitions politiques pour la neutralité carbone et la transition écologique du Grand Genève, autour de 10 objectifs stratégiques partagés par les huit membres du GLCT dont le Département de l'Ain.

Participation du Département de l'Ain à la 23^e édition des Assises Européennes de la Transition Énergétique, du 31 mai au 2 juin 2022, sur le territoire transfrontalier du Grand Genève, à Palexpo.

La Direction des bâtiments intervient en tant que maître d'ouvrage d'une grosse opération de mise en conformité et modernisation des installations techniques du Technopole Alimentec avec une enveloppe globale de travaux de 13,7 M€TDC dont 500 K€ phasés en 2022. L'autonomisation des groupes froids du Laboratoire Départemental d'Analyse a été réceptionnée fin 2022.



ROUTES

Les enjeux de la Direction des Routes sont d'entretenir, exploiter et sécuriser le réseau routier et les ouvrages d'arts ; et d'aménager des projets structurants dans un contexte d'intégration des nouvelles mobilités.

- CA 2022 : Fonctionnement : 8,2 M€

Achats de pièces de rechange, fournitures et consommables, réparations et petits travaux d'entretien, carburants, locations de matériel et viabilité hivernale pour rendre la route praticable et sécurisée

- CA 2022 : Investissement : 40,7 M€, dont :

- Grands aménagements structurants (opérations > 1M€) :

En 2022, ces opérations ont donné lieu à des études, des travaux ou des participations pour un montant de 8,46 M € (Pont de Fleurville, Déviation de St Trivier/Moignans, Suppression du PN 20 à la Valbonne, Rocade sud-est, Suppression du PN 19 à Balan, Pont de Seyssel, Accès aux Village des Alpes, Restructuration du giratoire Porte de France, Rives de l'Allondon Saint-Genis-Pouilly - Projet Open, Giratoire diffuseur A40 Bellegarde, Contournement sud de Bourg-en-Bresse, Désenclavement Belley, Pont de Frans Réparation du Pont de Brégnier Cordon, Giratoire à Viriat, Aménagement du giratoire de Maillat)

- **BHNS (Bus à Haut Niveau de Service) Gex Ferney** : pour favoriser le report modal sur le territoire du Pays de Gex en pleine mutation économique et en forte croissance urbaine, en améliorant l'offre de transports en commun et en adaptant les infrastructures qu'il est prévu d'emprunter pour garantir des conditions d'exploitation optimales.

Le Département de l'Ain en assure la maîtrise d'ouvrage ; les travaux ont débuté en octobre 2017 (budget 2022 : 5,88 M €)

- **Opérations courantes d'amélioration du réseau** : rénovation du réseau routier départemental essentiellement destinée à sécuriser la circulation routière (sécurisation de carrefours, recalibrage de chaussées, aménagement de carrefours ou giratoires, reprise de glissement de chaussées) – budget 2022 : 1,86 M €

- **Accompagnement de travaux communaux (ATC)** : conventions définissant la répartition des charges d'investissement, d'entretien et de fonctionnement pour contribuer à l'entretien et à la valorisation du patrimoine routier et accompagnement - technique et parfois financier - des projets portés par les collectivités (budget 2022 : 1,78 M€)

- **Ouvrages d'art** : environ 1300 ponts et 3300 murs à entretenir (budget 2022 : 2,95 M€)

- **Protections contre les chutes de rochers** : pour protéger la route (et les habitations) des éboulements rocheux : écrans pare-blocs grillagés plaqués ou filets pendus ; barrières pare-pierres grillagées en pied de talus (budget 2022 : 2,10 M€)

- **Études** : études générales ou pré-études (faisabilité, avant-projet ...), depuis les études préliminaires jusqu'au projet, pour fiabiliser le coût des opérations préalablement à leur inscription en travaux budgétaires et de préparer les consultations correspondantes (budget 2022 : 637 K€)

- **Schéma directeur d'accessibilité programmé des transports (Sd'Ap)** : Depuis mai 2020, par convention avec la Région Auvergne Rhône-Alpes, le Département assure la maîtrise d'œuvre de la mise en accessibilité des arrêts de bus. En 2022, les services du Département ont achevé l'ensemble des opérations conformément à la programmation (budget 2022 : 759 K€)

- **Renouvellement de matériels** : En 2022, les acquisitions ont été perturbées par des ruptures de stock (pièces ou matières) et des retards de livraison. La raréfaction de produits ou composants a également généré une augmentation des prix telle, que certains attributaires de marchés publics ont renoncé à leur contrat (budget 2022 : 830 K€)

QUELQUES CHIFFRES POUR ILLUSTRER L'ACTIVITÉ 2022 :

- 1 100 000 m² d'enduits superficiel d'usure réalisés en régie
- 1 720 km de signalisation horizontale
- 96 km d'élagage au lamier
- 60 000 heures de fauchage
- 13 000 tonnes de reprofilage
- 1285 visites d'ouvrages, ponts ou murs ; et 270 dispositifs de protection contre les chutes de rochers visités par nos agents
- 221 chantiers externalisés suivis en maîtrise d'œuvre travaux => 83 chantiers de revêtements, 35 réparations d'ouvrage d'art, 23 réparations de murs et glissements, 16 chantiers d'aménagement courant, 20 mises en accessibilité arrêt de car, 16 chantiers de protection chute de rocher.
- 17 projets étudiés en régie (AVP à étude de conception détaillée)
- 107 conventions « aménagement de travaux communaux »
- 4 334 droits d'usage du domaine public
- 641 avis délivrés sur autorisations d'urbanisme
- Environ 270 demandes de manifestations sportives instruites
- 120 compteurs posés pour des enquêtes spécifiques liées à des réclamations sur la vitesse ou à des aménagements en réflexion
- 500 demandes de transports exceptionnels instruites



BHNS (Bus à Haut Niveau de Service) Gex Ferney:

- **Revêtements de chaussées** : Le renouvellement des couches de roulement concourt à la bonne conservation des 4600 km de routes départementales et à améliorer la sécurité des usagers de la route : les travaux engagés permettent d'améliorer l'adhérence et la structure de la chaussée déformée par l'usure et visent à limiter les infiltrations d'eau dans les corps de chaussée en limitant leur sensibilité au gel (budget 2022 : 13,70 M€)

- **Équipements de la route et dépendances** : ce sont les dispositifs de retenue routiers (glissières métalliques ou béton, lisses motards ou murets), la signalisation verticale et horizontale et l'entretien des dépendances (plantations, petits travaux ou études amiantes et hydrocarbures sur chaussées, diagnostic sanitaire des arbres ... (budget 2022 : 1,79 M€)

En terme bâtiminaire, le budget consacré en 2022 par la Direction des bâtiments est de 2,7 M€. Un nouveau centre routier à Jayat a été livré en 2022 (cout opération : 1,89 M€ hors achat terrain) et des travaux de rénovation ont été effectués sur le site de la Chambière (cout opération : 0,73M€)

Transport

La loi NOTRe a transféré des Départements aux Régions la compétence en matière de transports non urbains et de transports scolaires, à l'exclusion des services de transport scolaire des élèves et étudiants en situation de handicap qui restent une compétence départementale.

Depuis le 1er janvier 2020, ces compétences sont exercées de manière directe par la Région Auvergne Rhône Alpes.

Dans ce cadre, le Département verse à la Région une allocation compensatrice annuelle de 5 944 237 €.

D'autre part, le Département confie, depuis le 1er janvier 2020 à la Région Auvergne Rhône Alpes, l'organisation des services de transport adapté pour les élèves et étudiants en situation de handicap ; ainsi que la gestion et l'exécution du protocole d'accord avec la Régie des Transports de l'Ain qui assure ce service.

Le budget consacré pour l'année 2022 est de 4 386 748,43 €.

Le Schéma des mobilités

En lien avec les objectifs nationaux, le Département de l'Ain s'est lancé dans la rédaction de son Schéma des mobilités, visant à se doter d'une vision stratégique à 20 ans, véritable feuille de route pour orienter et prioriser l'action du Département suivant 3 objectifs :

- Favoriser la mobilité,
- Développer le territoire,
- Inventer la route de demain en diversifiant son usage.

Ce schéma permet d'interroger la gestion et l'évolution du patrimoine routier, en tenant compte des enjeux de « cœur de métier » (préservation des ouvrages d'art, entretien, exploitation, régulation du trafic...) et des enjeux de développement de la multimodalité, afin de mieux accueillir notamment la marche, le vélo, les transports collectifs et le covoiturage. Il est bâti en cohérence avec les autres stratégies portées par le Département (Stratégie Ain Terre de Vélo 2022-2028, performance énergétique des bâtiments, décarbonation de la flotte de véhicules...).

Après une phase de diagnostic et de concertation menée auprès des collectivités et différents acteurs de la mobilité, le Département a validé en session du 12/12/2022, 6 orientations pour le futur Schéma des mobilités

1. Contribuer à la transition écologique en intégrant mieux à notre réseau les autres formes de mobilité
2. Maintenir les chaussées en bon état dans un souci de développement durable et de maîtrise des coûts
3. Adopter des techniques routières plus respectueuses de l'environnement
4. Sécuriser le réseau routier départemental, en particulier les ouvrages d'art et les routes soumises au risque de chute de rochers
5. Mieux gérer et traiter les nuisances liées au trafic routier
6. Porter les projets d'aménagement stratégiques et prioritaires pour le Département

En termes de sécurité routière, le Département a poursuivi sa collaboration avec l'État sur le volet prévention, initiée depuis 2009 dans le cadre du plan départemental d'actions de sécurité routière (PDASR)

L'année 2022 a été marquée par l'élaboration du document général d'orientations sécurité routière (DGO) 2023/2028 qui fixe le cadre de la politique de sécurité routière pour le quinquennat à venir autour des enjeux nationaux « conduites à risques », « deux-roues motorisés », mobilités douces » et « risque routier professionnel ».



Collèges

Doublement des investissements du Département : construction, restructurations, extensions et améliorations énergétiques.

Définition des secteurs de rattachement des collèges, restauration scolaire, gestion des 470 agents des collèges, moyens de fonctionnement des collèges, dispositifs pour la réussite éducative.

- 26,4 M€ d'investissement sur les bâtiments de collèges publics, (y compris les équipements sportifs financés par la commune ou la communauté de communes), soit le double de 2021, dont :
 - 17 M€ pour le plan Collège : construction St Didier de Formans et Ornex ; restructurations de Péronnas, Villars les Dombes et Péron
 - 500 K€ pour la poursuite de la mise aux normes accessibilité PMR,
 - 3 M€ sur les opérations d'amélioration énergétique
 - 4M€ sur la maintenance programmée
 - 10,4 M€ de dotations de fonctionnement et d'aides aux dispositifs éducatifs
 - 860 000 € d'aides à l'investissement des collèges privés
 - Restauration scolaire : hausse des commandes des collèges : 80 % des achats Agrilocal et aides pour faciliter la commande Agrilocal : 94 000 € versés pour l'année scolaire à 23 collèges
 - Le mobilier et les équipements scolaires : 622 K€ dédiés aux collèges
 - Les vêtements de travail et EPI : 120 K€

Enseignement supérieur

Soutien au développement des formations supérieures

- Le Département a contribué à l'ouverture dès la rentrée de septembre 2022 d'une première année Santé (filière PASS - Parcours Spécifique Accès Santé) à l'Université Claude Bernard Lyon 1 - site de Bourg en Bresse
 - 50 places
- Soutien à l'IUT Lyon 1 : 457 433 €
 - 647 étudiants en 2021-2022
- Soutien au GIP-CEUBA pour le campus Lyon 3 : 593 434 €
 - 888 étudiants en 2021-2022
- Projet de réhabilitation et développement du CEUBA dans le cadre du Contrat de plan Etat-Région (CPER 2015-2020). La maîtrise d'ouvrage est portée par la Direction des Bâtiments du Département de l'Ain pour des travaux estimés à 12 M€ en 2 phases de travaux.
- Soutien au fonctionnement de l'Inspé (Lyon 1) : 31 000 €
 - 271 étudiants

Jeunesse

147 jeunes aidés pour la formation au BAFA : 23 500 €



Vice-présidents délégués

Jeunesse, collèges, éducation et enseignement supérieur :
Véronique Baude

Finances, bâtiments et moyens généraux : Pierre Lurin



PRIORITÉS DU MANDAT

- Chéquier jeunes 01 :
 - Valeur globale du chéquier : + de 220 €.
 - 900 partenaires affiliés
 - 65 % d'utilisateurs
 - Enveloppe globale : 1 M€
- Développer les pratiques pédagogiques numériques : 7 M€ d'investissements numériques
- Porter et faire vivre les valeurs de la République : 141 projets soutenus
- Savoir secourir : 8228 jeunes de 3^e formés
- Distinguer les « Parcours méritants » : 1928 parcours récompensés
- « Collégiens, Acteurs du Développement Durable » : 146 projets subventionnés
- Soutenir les projets d'éducation artistique et culturelle et découvrir des lieux culturels et patrimoniaux : 151 sorties organisées dans 46 collèges

Développement durable

- Un plan de rénovation énergétique de 8 collèges parmi les plus consommateurs. Enveloppe financière de plus de 17 M€ entre 2021 et 2025.
- Objectif : réduction de 30 % à 50 % des consommations
- Favoriser le développement des énergies renouvelables
- Mise en place de régulation GTC (Gestion Technique Centralisée)
- Désimpermeabilisation des cours des collèges. En 2022, Collèges de Reyrieux, St Denis-lès-Bourg, Thoissey et St André-de-Corcy
- À titre d'exemple, le programme du nouveau collège de Ornex en cours de construction intègre des exigences fortes de performance énergétique et environnementales et un pourcentage d'utilisation de matériaux biosourcés élevé
- Challenge d'économie d'énergie « Cubes.s » : Expérimentation dans 5 collèges

Égalité femmes-hommes

- Porter et faire vivre les valeurs de la République
5 projets soutenus dans 5 collèges
- Ain'formations Orientation : parité des témoignages

Insertion

Un Département engagé dans l'insertion vers l'emploi des bénéficiaires du Revenu de solidarité active (RSA) à travers une coordination des structures partenaires

- 7 553 foyers bénéficiaires du RSA (≈ 15 000 bénéficiaires)
- Mise en place du Service Public de l'Insertion et de l'Emploi (SPIE)
- PDIE ((Programme Départemental d'Insertion vers l'Emploi) : 3 260 669 €

Enfance et famille

Un Département engagé dans la protection des enfants et l'accompagnement des familles : Aide sociale à l'enfance (ASE), Protection maternelle et infantile (PMI), agréments et suivi des assistants maternels et des assistants familiaux, adoption, soutien aux familles en difficulté financière.

- 1 830 enfants confiés à l'ASE, dont 274 Mineurs Non Accompagnés
- 276 assistants familiaux
- 25 établissements et services d'aide sociale à l'enfance
- 14 180 places, chez les 3 939 assistants maternels.

Personnes âgées

Un Département engagé dans l'accompagnement des personnes âgées : maintien des personnes âgées à domicile avec le versement de l'APA (Allocation personnalisée d'autonomie), versement de l'ASH (Aide sociale à l'hébergement), en charge de l'autorisation et du contrôle des services d'aide à domicile, des résidences autonomie et des Ehpad, articulation du Plan Seniors 01...

- 11 607 bénéficiaires de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA à domicile ou en établissement)
- 81 structures d'accueil
- 699 bénéficiaires admis à l'aide sociale à l'hébergement

En 2022, le Département, chef de file des politiques sociales en faveur des personnes âgées, a renouvelé le Plan Seniors 01 pour la période 2022-2028

Budget annuel de 27 M€

Personnes handicapées

Le Département est engagé dans l'accompagnement des personnes en situation de handicap : gestion de la Maison départementale des personnes handicapées (MDPH), prestation de compensation du handicap (PCH), dotation aux établissements spécialisés, articulation du Plan Handicap 01, politique d'hébergement et d'insertion sociale, aides pour l'accès aux loisirs...

- 14 829 dossiers MDPH enregistrés
- 43 693 décisions et avis rendus par la CDAPH
- 3 839 bénéficiaires de la PCH
- 59 structures d'accueil (2 026 places)
- 1496 bénéficiaires admis à l'aide sociale à l'hébergement
- Plan handicap 2017-2022 d'un montant global de 51 M€

Vice-présidentes déléguées

Démographie médicale et autonomie (personnes âgées et personnes handicapées) : Martine Tabouret
Insertion, emploi, habitat et logement : Clotilde Fournier
Enfance et famille : Hélène Maréchal



INSERTION ET BÉNÉVOLAT

PRIORITÉS DU MANDAT

RSA / bénévolat : 138 bénéficiaires du RSA avec un contrat d'engagement réciproque dans lequel l'action BENEVOLAT était inscrite - 11 personnes ont retrouvé le chemin vers l'emploi



Égalité femmes-hommes

Dans le cadre de ses compétences, le Département de l'Ain s'attache depuis quelques années à mener sur son territoire des politiques d'égalité. En tant que chef de file des Solidarités, le Département veille notamment à intégrer la dimension d'égalité femmes-hommes dans la conduite de ses actions.

Les actions conduites en tant que chef de file des Solidarités :

- concilier vie professionnelle et vie familiale
- prévenir les violences par des dispositifs départementaux de soutien et d'accompagnement des femmes victimes – boutons Sherif – sac de départ
- se former pour mieux éduquer à la sexualité et aux rapports femmes-hommes
- agir en prévention auprès de tout public
- respecter les règles de parité inscrites dans les actions conduites dans le cadre du FSE (fonds social européen) et des clauses sociales
- sensibiliser les jeunes à l'égalité femmes-hommes

logement social et parc privé

Dans le cadre de la délégation de la compétence des aides à la pierre, le Département est engagé dans la construction de logements sociaux.

- 1 047 logements sociaux programmés
- Assises du logement pour relancer la production de logements sociaux dans l'Ain : mise en place d'une feuille de route

Action sociale

Une présence territoriale de proximité pour les habitants du Département complétée par un service relation à l'usager doté d'un numéro unique : 30 01

- Numéro 3001 : 72 799 appels, 75% des appelants servis (+ 10% par rapport à 2021) :
 - Une réponse de première intention pour 79% des appels
 - 41% des appels concerne un dossier ou une demande en lien avec le handicap et la MDPH
 - 22% des appels concernent une demande en lien avec la polyvalence de secteur
 - 4% des appels donne lieu à un rendez-vous avec un travailleur social
- 16 Centres départementaux Solidarité
- 51 Services Départementaux de proximité

Afin d'optimiser l'installation des services de la solidarité, la direction des bâtiments a consacré un budget de 1,5 M€ de travaux d'investissement en 2022.

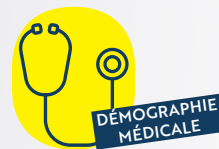
Cela concerne les travaux de réaménagement des centres départementaux de solidarités Amédée Mercier (coût opération 520 K€), Chatillon sur Chalaronne (coût opération 705 K€) du centre ainsi que l'aménagement d'un nouveau site pour le CDS et CPEF de Trévoux (coût opération 960 K€).



Développement durable

Politique du logement du Département

Dans le cadre du parc public, du FSL, programme de précarité SLIME, PIG Lutte contre la précarité énergétique, etc.



PRIORITÉS DU MANDAT

Démographie médicale : pour améliorer l'accès aux soins des Aindinois, le Département mène des actions destinées à renforcer l'attractivité de l'Ain auprès des médecins généralistes et spécialistes.

Axe 1 - Accroître l'offre de soins à court terme

- 6 cabines de téléconsultation installées (Bourg-en-Bresse, Belley, Montréal-la-Cluse, Saint-Julien-sur-Reyssouze, Valserhône, Prévesin-Moëns), 3 223 consultations réalisées
- Expérimentation de malles connectées à disposition de 10 binômes médecins/infirmiers pour téléconsultations à domicile
- 10 cabinets médicaux proposés pour l'accueil de médecins salariés en Maison de santé pluriprofessionnelle (MSP)
- 1 médecin salarié

Axe 2 - Favoriser l'attractivité du territoire auprès des professionnels

- Site internet et réseaux sociaux dédiés
- Création d'événements et présence sur les événements nationaux (journées d'accueil des internes, congrès des internes...)

Axe 3 - Accompagner l'installation des professionnels

- Soutien à la formation des Infirmiers en Pratique Avancée à travers l'octroi d'une bourse
- Prime au remplacement ou à l'installation
- Accueil unique à l'installation

Axe 4 - Préparer l'avenir

- 1^{ère} année santé (PASS) à Bourg-en-Bresse
- Licence Accès santé depuis la rentrée 2021

La numérisation du courrier des usagers des services de la Solidarité

- 53 752 courriers numérisés en 2022 soit 259 760 pages, un chiffre stable par rapport à 2021.
- Près de 4 500 courriers numérisés chaque mois par la cellule de numérisation du courrier du SRU.
- 12% des plis qui continuent d'être envoyés au format papier dans les services et qui ne font pas l'objet d'une numérisation sur le pôle courrier central. Ces courriers sont transmis au service via une prestation de navette hebdomadaire.

Politique de lecture publique et développement des bibliothèques

Soutien aux bibliothèques municipales ou intercommunales partenaires

Graines de lecteurs : pour les structures d'accueil petite enfance

- 220 bibliothèques desservies
- 130 structures petite enfance bénéficiaires
- Nombre de personnes formées : 604 dont 393 bénévoles, 205 salariés et 6 élus
- Nombre de prêts de documents auprès des bibliothèques : 222 562 prêts
- Nombre de réservations de documents en ligne faites par les usagers : 59 121
- Nombre de prêts d'outil d'animation : 3 053 (contre 1 726 en 2019)

Développement culturel et schéma départemental des enseignements artistiques

- Enseignement artistique : 57 écoles d'enseignement artistique soutenues : 803 881 €
- Manifestations culturelles : 313 700 € de soutien aux acteurs culturels, dont manifestations culturelles et festivals (hors Ambronay) : 51 projets, dont 26 festivals
- Aides au fonctionnement :
 - 9 structures ressources conventionnées : 284 000 €
 - Scène nationale Bourg : 248 500 €
 - CCR Ambronay : 810 000 €
 - GIP Cerdon-Vallée de l'Ain : 140 000 €
- Aide à la création : 80 000 € pour 9 projets
- Éducation artistique et culturelle : 77 500 € dont :
 - Projets EAC collèges : 10 pour 9 251 €
 - Projets spécifiques : 12 pour 29 800 € (dont classes à horaires aménagés)
 - Concours cinéma : 3 958 €
 - Collège au cinéma : 21 établissements, 13 512 €
 - 2 conventions de développement des Arts et de la Culture pour 20 000 €
- Devoir de Mémoire : 16 associations aidées pour 11 170 €
- Culture et inclusion : 9 projets soutenus pour 30 000 € au total

Patrimoine

Contribution à la restauration du patrimoine culturel

- Soutien à la restauration du patrimoine bâti privé : 32 dossiers soutenus pour un montant total de 360 000 €
- Soutien restauration des objets publics : 11 dossiers pour un montant global de 23 200 €
- Soutien aux fouilles d'archéologie programmée : 3 dossiers pour 14 400 €

Valorisation du patrimoine culturel et naturel départemental

Site patrimoines.ain.fr :

- Nombre de visiteurs : 264 419
- 438 188 pages vues

La vie des collections départementales

- Les dons : 380 objets et œuvres proposées en don dont 77 rentrés dans les collections Musées de France.
- La restauration et conservation préventive
 - Entretien de 2800 œuvres
 - Reconditionnement de 157 œuvres sculptées
 - Réaménagement de 34 m linéaires dans les réserves
 - 6 prêts extérieurs pour des expositions

Vice-présidentes déléguées

Tourisme, patrimoine et culture : Marie-Christine Chapel

Ressources humaines et sports : Hélène Cédileau

Politique « culture et patrimoine » 2023-2028

Politique « culture et patrimoine » 2023-2028 our contribuer à la qualité de vie et à l'attractivité du département, adoptée en mai 2022

5 axes définis :

- AXE 1.** Accompagner l'aménagement culturel des territoires (culture et territoires)
- AXE 2.** Agir pour l'éducation culturelle et artistique et l'inclusion culturelle (culture et citoyenneté)
- AXE 3.** Développer l'offre numérique (culture et numérique)
- AXE 4.** Préserver, valoriser et promouvoir le patrimoine culturel et naturel (politique patrimoniale)
- AXE 5.** Les projets phares portés par le Département

Sept. 2022 : Vote d'un nouveau schéma départemental de développement de la lecture publique pour la période 2023-2028 (en lien avec axe 1 politique culturelle), à la suite d'un diagnostic de la lecture publique dans l'Ain basé sur une vaste enquête conduite auprès des habitants et des partenaires.

4 AXES :

- Aménagement du territoire, acte II
- Pour des bibliothèques tiers-lieux répondant aux attentes de tous les habitants
- Objectif Bibliothèque Numérique de Référence
- Pour des bibliothèques attractives : changer leur image et promouvoir leurs services

Volet patrimoine des pactes de territoire ; soutien à la restauration du patrimoine bâti public :

- 50 dossiers soutenus pour un montant de 32 dossiers soutenus pour un montant total de 642 000 €
- 53 dossiers analysés en vue de la programmation 2023

Développement durable

- Prêt d'expositions au réseau de bibliothèques sur les arbres, les océans, le jardin écologique, la biodiversité.
- Organisation et financement de projections et débats dans le cadre du Mois du film documentaire : 2 projections du film « Le temps des forêts », 5 projections du film « Les arbres remarquables ».

Gestion des musées et monuments départementaux

Pour les 4 musées gérés par le Département :

- 38 490 visiteurs (pour les 4 musées)
- Une large hausse de la fréquentation entre 2021 et 2022 soit entre 55% et 91% en fonction des sites.
- 190 000 euros de recettes qui couvrent 49% du budget de fonctionnement des musées (hors masse salariale et charges fluides)

7 expositions présentées aux publics in situ et hors les murs :

- « Charles Machet, sculpteur » au musée du Bugey-Valromey
- « Prisonniers de guerre » et « Artistes de mémoire dans l'Ain » au musée de la Résistance et de la Déportation de l'Ain
- « Jardins merveilleux » au musée du Revermont
- « Curiosités contemporaines » au collège Sabine Zlatin de Belley avec l'association RéseauExpo (800 élèves reçus)
- « Peintures contemporaines de la collection du Département de l'Ain » à la Maison des Princes de Pérouges (12 000 visiteurs)
- « Résistance au féminin dans l'Ain (1940-1945) » à la MJC de Bourg-en-Bresse
- Accompagnement du GIP et participation à la réalisation de l'exposition « Luxe, mode et sensualité » des Soieries Bonnet (8400 visiteurs)

Une programmation culturelle renouvelée

- Création du labyrinthe de maïs au Domaine des Saveurs
- Création de nouveaux ateliers dans les musées pour les publics individuels.
- Créations d'événements : cinéma en plein air, conférences, jeux de pistes, weekends festifs, etc.

Archives départementales

Les archives départementales de l'Ain assurent la conservation de la mémoire écrite du département.

- Plus de 33 km linéaires d'archives conservées
- 6432 documents communiqués en salle de lecture
- 7 millions d'images en ligne sur archives.ain.fr
- plus de 15 millions de pages vues
- 433 m linéaires et 45 Go d'archives publiques et privées collectées
- Plus d'1 km linéaire d'archives inventoriées dans l'année
- 261 scolaires accueillis

Sport

Soutien aux comités sportifs départementaux- emplois sportifs :

- Aide au fonctionnement : 50 comités départementaux – 171K€
- Aide à l'emploi sportif : 21 comités pour 220 406 €

Soutien aux manifestations sportives :

- 73 manifestations pour un montant global de 480 000 €.

Aide au fonctionnement de structures associatives (CDOS, pôles de performance, ainprofession sport, Alfa 3A...)

- 8 associations pour un montant total de 94 500 €

Soutien aux clubs sportifs :

- 4 clubs professionnels (JL, USO, USB, FBBP) : 960 000€
- 50 clubs niveau régional : 54 750 €
- 41 clubs niveau national : 244 500 €

Soutien aux sportifs de haut niveau :

- 23 bourses pour 28 400 €
- 7 primes au titre pour 5 550 €

Soutien au sport scolaire en collège :

- 43 sections sportives scolaires soutenus dans 34 collèges : 46 200 €
- 14 associations sportives de collèges pour les déplacements en championnat de France : 12 800 €
- Soutien à l'UNSS : 20 000 €
- Soutien à des manifestations inter collèges : 9 000 €

OUVERTURE DE LA CUIVRERIE DE CERDON EN NOVEMBRE 2022

- Les travaux ont été portés par la Direction des bâtiments pour un montant de 7,8 M€
- Gestion confiée au GIP Cerdon-Vallée de l'Ain. Implication forte des services départementaux pour accompagner le projet.
- Fréquentation 2022 (14 jours d'ouverture) : 2269 visiteurs



Élaboration du projet de pôle « Archives-culture-patrimoine » sur le site de l'Inspé : un des 5 projets phares de la politique culturelle

LA POLITIQUE SPORTIVE 2023- 2028 : POUR CONTRIBUER À LA QUALITÉ DE VIE ET À L'ATTRACTIVITÉ DU DÉPARTEMENT », ADOPTÉE EN MAI 2022.

4 axes définis :

- **Axe 1** Soutenir l'accès au sport de Haut niveau et son dynamisme
- **Axe 2** Favoriser et promouvoir le sport pour tous et l'inclusion par le sport
- **Axe 3** Développer les sports de nature et valoriser les sites de pratique
- **Axe 4** Promouvoir l'olympisme et ses valeurs (2022-2024), en lien avec le label Terre de jeux 2024



Élaboré en 2021 et finalisé en début d'année 2022, le projet d'administration a été validé par l'assemblée délibérante lors de sa session du 21 mars 2022. Les 7 chantiers de ce document socle pour l'organisation de l'administration seront mis en œuvre progressivement jusqu'à la fin de ce mandat, en 2028.

En 2022, la première phase du projet d'administration a été enclenchée avec la création de 2 nouvelles DGA (conformité & modernisation) ainsi que le lancement de 2 chantiers structurants (mettre en place le contrôle, l'audit, l'évaluation & la relation à l'utilisateur à 360 degrés) et de 2 chantiers d'accompagnement (l'attractivité & l'intelligence de la donnée).

En avril, la DGA conformité a été mise en place avec une volonté d'amélioration constante de l'action départementale. Outre les missions classiques de sécurisation des actes de la collectivité et d'appui aux directions opérationnelles, cette DGA assurera le pilotage des fonctions de contrôle interne, d'audit et d'évaluation, permettant, d'une part, la maîtrise des risques pour la collectivité dans la conduite de ses politiques publiques et, d'autre part, l'assurance de la pertinence de ces politiques. Elle contribue ainsi à l'efficacité et à l'efficience globale de la collectivité dans l'accomplissement de ses missions.

La mise en place de la DGA modernisation en octobre 2022 s'inscrit dans une volonté de développer les synergies de valorisation des potentiels et des technologies au bénéfice de l'ensemble des services du département. Elle rassemble ainsi la direction des ressources humaines ainsi que la direction des systèmes d'information et du numérique. Cette nouvelle DGA a pour ambition de renforcer la fonction RH sous tous ses aspects (marque employeur, gestion prévisionnelle des emplois et des compétences, harmonisation de la bibliothèque des métiers, ...) tout en prenant davantage en compte l'ensemble des trajectoires de digitalisation de nos offres de service (modernisation de nos applicatifs métiers, prospective des nouvelles fonctions sensibles à développer, sécurisation de nos infrastructures numériques, ...).

Ressources humaines

2 245 agents, dont 1 809 permanents, travaillent dans la collectivité au 31 décembre 2022. Pour la gestion de ce personnel, le recrutement, la formation ainsi que la santé au travail, l'année 2022 a été marquée par :

- un travail sur la reconnaissance de la pénibilité ;
- la mise en œuvre de mesures gouvernementales relatives à la rémunération des agents (Ségur de la santé, loi Taquet), au temps de travail (1 607 h) ou aux reclassements statutaires de certains personnels (puéricultrices, infirmiers en soins généraux, cadres de santé paramédicaux, ergothérapeutes, sages femmes, des fonctionnaires de catégorie B et C) ;
- le recrutement de 212 agents finalisés sur l'année 2022, mobilités internes comprises. Le service recrutement-mobilité a assuré en moyenne 83 processus de recrutement chaque mois. 48 % des offres d'emploi publiées en 2022 ont nécessité au moins une republication faute de candidatures suffisantes ;
- la refonte du tableau des emplois pour faciliter le suivi des emplois et des effectifs, et pour des raisons de bonne prévision budgétaire ;
- l'évolution du service formation et du service recrutement-mobilité pour répondre à un double objectif :
 - mieux accompagner la mobilité et l'évolution professionnelle, et proposer un dispositif plus structuré, plus lisible et mieux articulé avec les autres politiques RH,
 - recentrer l'activité du service recrutement-mobilité sur la mise en place d'outils de politique RH pour moderniser la stratégie du recrutement, renforcer l'attractivité des postes et fidéliser les agents.

Ainsi, le service formation a été renommé service formation et développement des compétences ;

Vice-présidente déléguée

Ressources humaines et sports : Hélène Cédileau

Se rassembler autour de 4 principes fondamentaux, devant caractériser la collectivité tant dans son ambition de service que dans son fonctionnement quotidien :

- la solidarité
- la proximité
- l'agilité
- l'efficience

La traduction de cette ambition en 3 projets structurants et 4 chantiers d'accompagnement :

3 projets structurants :

- mettre en place le contrôle, l'audit, l'évaluation
- mettre en place la relation à l'utilisateur à 360 degrés
- structurer et généraliser nos relations partenariales

4 chantiers d'accompagnement :

- l'attractivité
- l'innovation managériale
- les transitions numériques et écologiques
- l'intelligence de la donnée

Une élaboration concertée avec l'appui des agents, des cadres, en lien avec les partenaires et les élus et un Pilotage en mode projet.

Zoom projet d'administration

Une transformation de l'approche du recrutement s'est initiée en travaillant sur une communication originale et innovante, avec une présence active sur le web et sur les réseaux sociaux, en modernisant les processus de recrutement et en communiquant mieux sur la diversité des métiers, des parcours, et sur le sens donné au travail. A ce titre, la direction de la communication a réalisé une campagne sur « l'Ain, recruteur de talents ».

PREMIER « SÉMINAIRE DATA »

AUTOUR DE L'INTELLIGENCE DE LA DONNÉE

Dans le cadre du projet d'administration et plus particulièrement du chantier d'accompagnement relatif à l'intelligence de la donnée, une centaine de directeurs, de cadres et d'agents, identifiés comme disposant d'un point de vue pertinent et ayant un rôle à jouer dans la gouvernance et la gestion des données, a été conviée par François Genest, directeur général des services, fin novembre 2022 à un séminaire autour de l'intelligence de la donnée.

Alternant sessions en plénière et ateliers en groupe plus restreints, l'objectif de cette journée de travail était de poser les fondements d'une culture et d'une stratégie communes à toute la collectivité autour de la data, d'identifier les enjeux et les rôles de chacun mais aussi de baliser le chemin pour les prochains mois. (extrait de l'intranet Enlien)

- une augmentation du nombre de jours de formations suivis (+16% par rapport à 2021, pour atteindre 7 695 j.) ;
- la poursuite d'une politique handicap volontariste avec une évolution du taux d'emploi de 7,57% en 2021 à 8,02% en 2022 ;
- la mise en œuvre de la charte relative au télétravail adoptée en session du 8 novembre 2021, avec des adaptations pour favoriser le recours au dispositif ;
- l'intégration des assistants familiaux de l'Ain dans le suivi médical périodique ;
- la mise en œuvre de nouveaux dispositifs d'astreinte (bâtiments, assistants familiaux, communication) ;
- la mise en place du guide de signalement des violences et de fait, le recueil des signalements via une cellule dédiée.

Informatique

Collèges

- Raccordement des derniers collèges à la fibre
- 16 collèges ont été migrés sur l'Architecture Windows, et le parc d'ordinateurs sous Windows 10 professionnel a été renouvelé.

Services Internes

- Renouvellement du parc d'ordinateurs par des PC Portables pour les agents en télétravail ou nomades
- Développement des portails de télé-services du social (PCRM) et de subventions (CAPDEMAT)
- Démarrage des activités liées à l'Intelligence de la donnée (Projet d'administration)
- Poursuite de la migration vers Office365 et Teams
- Renouvellement des équipements de sécurité centraux (firewall et reverse proxy)
- Sensibilisation des agents à la cybersécurité
- Audit de sécurité du système d'informations et plan d'actions associé
- Démarrage de la digitalisation des différents services de la DRH, qui se réalisera sur 2 / 3 années

Direction des finances et du contrôle de gestion

Budget vert : pilotage du projet par la direction des finances. En collaboration avec la direction du développement durable et avec le concours des services, élaboration d'un état des lieux de l'impact environnemental des dépenses départementales à l'occasion de la préparation du budget primitif 2023.

Signature d'une nouvelle convention de services comptables et financiers, avec notamment pour objectifs, le passage à la nouvelle instruction comptable M57 préalable à une démarche de certification, le développement du contrôle interne comptable, la sécurisation de la gestion des RIB et la modernisation des recettes du laboratoire.

Premiers préparatifs pour la M57 : passage de versions, rencontres avec la paierie et la DDFIP.

Premiers travaux sur le contrôle interne comptable.

Un indice de qualité comptable 2022 supérieur à 85 %, comme en 2021 (77 % en 2020)

Hausse des taux d'intérêt avec un impact modéré sur les charges grâce à une dette principalement à taux fixe et un fort désendettement, de près de 78 M€ en 5 ans.

Capacité de désendettement de 2,39 ans en 2022.

Compte administratif 2022 :

- Dépenses de fonctionnement 502,6 M€ - taux de réalisation 96,9 %.
- Dépenses d'investissement 141,7 M€ - taux de réalisation 90,7 %.

Vice-président délégué

Finances, bâtiments et moyens généraux : Pierre Lurin

Développement durable

- Gestion de la relation à l'usager : efficacité et dématérialisation mais également proximité et attention donnée à nos usagers, la GRU est un des chantiers structurants du mandat
- Renforcement des actions de rénovation thermique dans les bâtiments du Département
- Verdissement de la flotte automobile : achat de 11 véhicules électriques et hybrides en 2022.
- Mise en place de bornes de recharge sur les sites de l'Hôtel du Département et de la Madeleine
- Diminution de la consommation globale de papier par le service imprimerie (-609 kg/2021) au profit de solutions dématérialisées lorsque l'utilisation du document le permet



Développement durable

93,78 % des plis des appels d'offre ont été réceptionnés par voie électronique

Direction des Assemblées

7 sessions et 8 commissions permanentes ont été organisées représentant respectivement un volume de 176 et 458 délibérations.

(Les commissions thématiques se sont tenues en présentiel et en visioconférence ponctuellement).

Un travail important d'identification des « élus intéressés devant se déplacer », au regard de la loi 3DS, a été effectué lors de l'examen des rapports correspondants.

Concernant le statut de l'élu, l'année a été marquée par l'augmentation du point d'indice au 1er juillet et a généré un travail important de coordination entre toutes les collectivités au sein desquelles les élus perçoivent une indemnité.

Mise en application des dispositions de l'ordonnance du 7 octobre 2021 (entrée en vigueur au 1er juillet 2022) relative à la réforme de la publicité des actes, pour l'ensemble des actes produits par la collectivité.

Organisation de séances de formation régulières à destination des utilisateurs du logiciel AIRS DELIB.

Réorganisation/modernisation du service imprimerie.

Direction Affaires Juridiques et Commande Publique

Service des affaires juridiques :

- Défense des intérêts départementaux : 97 nouveaux contentieux en défense et 2 en demande ;
- Analyses juridiques : 370 consultations juridiques ;
- Sinistralité : 75 sinistres concernant des dommages aux biens, 108 sinistres engageant la responsabilité civile du Département, 65 sinistres concernant la flotte automobile.

Le service de la commande publique participe aux travaux des commissions d'appel d'offres, jurys de maîtrise d'œuvre, marchés globaux de performance...

Chiffres de l'activité :

- 61 consultations initiales et relancées ont été gérées ou vérifiées par le SCP en 2022, représentant au total 78 marchés (DSP + appels à projet + marchés), en évolution de + 32% par rapport à 2021 ;
- 45 décisions préalables rédigées représentant 430 marchés attribué en 2022 ;
- 45 marchés, accords-cadres ou avenants passés selon une procédure formalisée en 2022 ;
- 59 marchés, accords-cadres ou avenants passés selon une procédure adaptée en 2022 ;

Direction de l'appui aux politiques publiques

- Création de la Direction en charge du contrôle interne, de l'audit et de l'évaluation des politiques publiques,
- Lancement d'un audit de partenaire en matière de protection de l'enfance, l'ADSEA01,
- Lancement d'un audit de la Direction des routes.

Développement des missions du collège de déontologie et de la politique de protection des données personnelles.

Direction des Ressources Techniques

Cette direction regroupe les fonctions techniques supports (moyens généraux, comptabilité, marchés, achats, immobilier et foncier, administration des applications Astech et Gescar) au sein de la Direction Générale Adjointe Infrastructures et Déplacements.

En 2022 :

- Gestion de la flotte automobile : un projet permettant de rationaliser et sécuriser la flotte automobile est en cours. Un règlement intérieur qui définit les droits et obligations des utilisateurs des véhicules de service a été adopté en 2022
- Suivi des bâtiments occupés par les services (locations, charges, taxes...) : 1,3M€ ; suivi des recettes de locations pour 360 000€ et accompagnement des communes sur les dispositifs d'aménagement foncier pour 186 000€
- Une des nouvelles missions développées en 2022 est la prise en charge des états des lieux des 233 logements des collèges avec pour objectif d'avoir une meilleure connaissance de ce patrimoine et des travaux à réaliser
- Poursuite de la rationalisation du parc immobilier à la suite de la réorganisation de la DGAS : rachats de bâtiments pour diminuer les charges de location et cession des bâtiments devenus inutiles pour les activités des services
- Volume des dépenses traitées par le service Finances comptabilité : 15 000 mandats (111 M€)
- Le Service des Marchés de la DGAI a engagé 93 consultations avec 217 lots concernés et 134 avenants avec une optimisation des délais de traitement : 4 mois en moyenne entre la saisine du service marchés et la notification du marché.

Les bâtiments de l'administration

La Direction des bâtiments assure l'entretien et l'exploitation des bâtiments administratifs de la collectivité. Elle porte la maîtrise d'ouvrage des opérations de construction et de réhabilitation de ce patrimoine bâti.

L'année 2022 marque le démarrage des études de programmation (200 K€) de l'un des projet phare de ces 5 prochaines années : la restructuration des bâtiments du site de la Madeleine qui va accueillir par phase successive plus de 550 agents du Département ainsi des structures partenaires (ADIA, ALE, ADIL CODAL, SOLIHA et le CAUE) qui intégreront la future Maison du cadre de vie – PERL'01.

L'enjeu est de moderniser notre organisation, de rationaliser nos implantations, de mutualiser des espaces et de gagner en transversalité et efficacité.

D'autre part, la Direction des bâtiments dispose de 27 agents pour effectuer des interventions en régie ainsi que le suivi de certains travaux externalisés.

Cette équipe pluridisciplinaire permet une grande réactivité. Elle intervient notamment pour :

- des dépannages (plomberie, électricité, menuiserie),
- des travaux de maintenance et d'aménagement (chauffage, mise en peinture des collèges et des administrations, câblage réseau, mise aux normes électriques, mise en accessibilité, confection de meubles, ...),
- l'entretien des espaces verts notamment des parcs de la Madeleine et de la préfecture,
- les mises en place de manifestations ou lors d'expositions dans les musées, etc....

En 2022 : 1654 demandes OPUS avec un taux de réalisation de 93% correspondant à un budget de 455 630 €.

ADMINISTRATION GÉNÉRALE

Direction de la Communication

- Site internet Ain.fr :

1 570 847 vues (-1,88%) et 17 actus créées (48 en 2021)

Autres : insertion de la carte Inforoute 01 / Accès à Mes Démarches Solidarité via Mon compte

- Réseaux sociaux

Facebook : 635 publications – 27 674 abonnés (+13,6%)

LinkedIn : 170 publications, 8671 abonnés (+ 106 %),
740 499 personnes touchées

Instagram : 84 publications et 160 stories
4 870 abonnés (+17,4 %)

Twitter : 402 tweets – 8 178 abonnés

Youtube : + 231 abonnés

- Création d'une page Facebook et d'un compte Instagram pour la Cyclo sportive L'Aindinoise :

Facebook : 67 publications – 841 abonnés

Instagram : 46 publications et 52 stories – 343 abonnés

- Création d'une page LinkedIn et d'un groupe Facebook « Professionnels de santé - Ain » :

LinkedIn : 44 publications - 335 abonnés -
30 439 personnes touchées

Facebook : 73 publications - 122 abonnés

- Messenger : 880 messages traités

- 5 newsletters à destination des élus locaux

- Éditions :

- 4 magazines de 308 500 à 315 500 exemplaires

- 150 éditions : flyers, affiches, plaquettes, cartes pubs...

- 44 panneaux (de chantier, ENS...)

- Vidéos/photos :

- 72 vidéos et motion design réalisés en interne

- 123 reportages photos, 35 000 photos réalisées

- Presse : 188 actions presse et 376 demandes presse traitées

- Plan médias : 156 insertions (presse écrite et campagnes radio)

- Objets promotionnels : 24 365 objets promotionnels

- Partenariats : 208 partenariats (+57 %)

- Origin'Ain : 326 adhérents, 4 newsletters, 95 posts sur LinkedIn

- Événementiel

- 145 événements organisés en 2022 (+39 %). Temps forts : salon de l'agriculture, assises du bois et de la forêt, Ain'Formations Orientation, inauguration de la Grande Maison (MDEA), lancement de saison Chambod, assises départementales du logement, réunion publique collège Péronnas, lancement SPIE, inauguration estacade Trévoux, journée d'accueil des internes en médecine, réunions de contractualisation, pose de 1re pierre collège d'Ornex, fête du Grand Colombier...

- Communication intrane

- 9 journaux internes

- 2 vidéos à destination des agents

- 4 accueils nouveaux agents

- 9 réunions de territoire, plus de 1500 agents présents, 66 témoignages de collaborateurs

- Intranet : 120 actualités rédigées; 419 708 pages vues (-7,6%) moins de pages vues mais plus de visites 139 861 (+7,7%). 26 001 documents téléchargés (+ 15,9%)



Chantiers structurants

Contrôle, audit et évaluation

De nouveaux audits seront lancés : audit de l'ADAPEI, évaluation de la politique culturelle par la Chambre Régionale des Comptes et mise en place des plans d'actions à la suite des audits ADSEA et direction des routes.

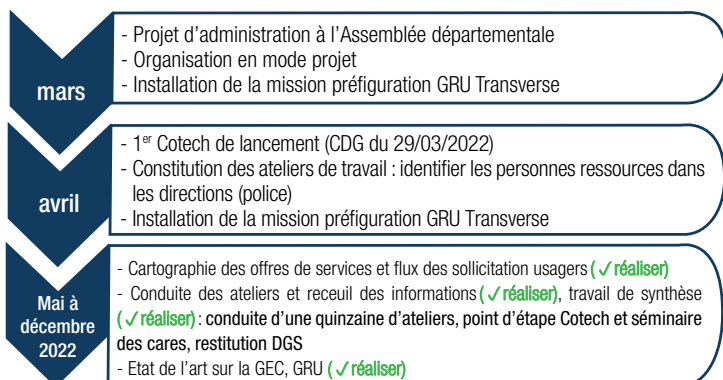
Dans le cadre du projet de cartographie des risques, un réseau de référents « maîtrise des risques et évaluation des politiques publiques » sera mis en place pour permettre une meilleure acculturation des agents et une montée en compétence.

Enfin, les cadres seront formés à la déontologie puis un collège de déontologie sera mis en place pour les Elus.

Gestion de la relation à l'usager

Le grand chantier 2023 sera l'acquisition et le lancement d'un outil de gestion électronique du courrier (GEC) pour l'ensemble de la Collectivité, avec un 1er déploiement par sites pilotes qui permettra de modéliser les circuits de courriers et de les dématérialiser.

Feuille de route 2022 – mission préfiguration GRU Transverse



Relations partenariales

Le chantier sera engagé dès 2023 par une première cartographie des risques partenariales à partir de 3 critères :

- La représentation du département dans la gouvernance du partenaire
- Le montant des sommes versées par le département comparé à l'efficacité des actions financées
- Le domaine d'intervention du partenaire

Chantiers d'accompagnement

Attractivité RH & innovation managériale

En 2023, le Département engagera la promotion d'une nouvelle identité RH pour se doter une culture RH commune et permettre, d'une part, d'attirer de nouveaux talents notamment par la définition d'une marque employeur propre au Département de l'Ain, et d'autre part, de fidéliser, accompagner, valoriser et reconnaître les agents en poste.

Ces actions seront les prémisses de l'ouverture du chantier de l'innovation managériale qui devra contribuer à développer la capacité du département à conduire des projets transversaux et à installer un fonctionnement en « mode » projet » par :

- La mobilisation d'équipes multidisciplinaires
- L'autonomie des individus et des équipes
- Une approche par itérations

Transition numérique et écologique

Le chantier de la transition numérique se poursuivra en 2023 par la construction du schéma directeur des systèmes d'information, la digitalisation de la DRH (partie recrutement, entretien professionnel, GPEEC, SST...) et l'accompagnement de la Direction de la Communication dans la refonte du site Internet « ain.fr ».

En parallèle, et dans le cadre des projets de sécurité informatique dont le renforcement de la sécurité des systèmes d'information 24/7, une gestion de crise organisée et formalisée sera déployée.

Le chantier de la transition écologique sera lancé, grâce à un accompagnement par le CEREMA permettant :

- Une mise en adéquation de l'ensemble des champs d'intervention et des compétences du département avec l'enjeu de la transition écologique
- La définition d'une stratégie « chapeau » prenant en compte les politiques sectorielles et les équipes du département
- Une implication des agents à la conception du projet

Intelligence de la donnée

En 2023, le chantier de l'intelligence de la donnée déploiera sa feuille de route par une cartographie du système d'information et la définition d'une politique de gouvernance de la donnée. Un des objectifs sera la mise en place de tableaux de bord automatisés pour 2027.



RESSOURCES
NATURELLES

MONTAGNE
DE L'AIN

VIDÉOPROTECTION

DÉMOGRAPHIE
MÉDICALE

AMBITION
COLLÉGIENS

INSERTION ET
BÉNÉVOLAT

[PRIORITÉS DU MANDAT]

Mise en œuvre de actions des 6 priorités de mandat avec des évènements clés :

FORÊT

- Mise en place de la 1ère édition des Trophées de la forêt et du bois.
- Lancement d'un Appel à Manifestation d'Intérêt « dialogue forêt - société » pour rapprocher les citoyens de la forêt, susciter l'adhésion du grand public en expliquant les enjeux et les atouts du bois et de la forêt.
- Signature en mars 2023 du Pacte Bois Biosourcés. Objectif : être un Département exemplaire dans l'utilisation de bois ou de matériaux biosourcés dans la construction neuve ou dans la rénovation.

EAU

- Désimperméabilisation et végétalisation des surfaces : 2 nouveaux collèges planifiés en 2023 (Arbent et Nantua).
- Récupération des eaux de pluie du bâti départemental : en 2023, collèges de Péron, Ornex, Péronnas, Vonnas et bâtiment Saint-Antoine et Sainte-Thérèse du site de La Madeleine, à Bourg-en-Bresse. En 2024, collège de Villars-les-Dombes.
- Gestion des ressources en eau, accompagnement du PTGE de la Dombes : 9 piézomètres supplémentaires seront installés par le Département, 5 forages à créer et à équiper (réseau opérationnel pour l'été 2023).
- Création de réserves d'eau et de systèmes de récupération de l'eau des bâtiments agricoles : extension de la retenue collinaire de la Cuma de Ceyzérieu/Vongnes.
- Recharger les nappes phréatiques en retrouvant les fonctionnalités des cours d'eau, des zones humides et des haies : 47 dossiers reçus pour environ 1 M€ d'aides instruites (vote en commission permanente de mars 2023).
- Aide du Département aux investissements des collectivités et syndicats de rivière en matière d'eau et d'assainissement : 6,5 M€ d'aides attribuées en 2023 dans le cadre des « Pactes de territoire ».



MONTAGNE

- Mise en réseau des chefs de projet ingénierie montagne.
- Mise en place d'une grille d'analyse pour permettre l'attribution de subventions pour l'ensemble des projets du territoire en collaboration avec la Région, Aintourisme et le Commissariat de Massif.
- Accompagnement et suivi des projets des différents territoires, coordination des partenaires dans une démarche globale.
- Mise en réseau des acteurs dans une démarche de stratégie globale et harmonisée à l'échelle du territoire.
- Animation de la stratégie Montagne de l'Ain en lien avec Aintourisme.
- Projet de création d'un GIP (Groupement d'Intérêt Public) « Grand Bugey ».



VIDÉOPROTECTION

Collèges :

- Équipement en cours de 3 collèges publics (Yvon Morandat à Saint-Denis-lès-Bourg, Saint-Exupéry à Ambérieu-en-Bugey et Victoire Daubié à Bourg-en-Bresse).
- Équipement de 8 nouveaux collèges publics.
- Équipement du collège privé Jeanne d'Arc à Bourg-en-Bresse et du collège privé Saint-Charles à Feillens.

Centres routiers :

- Équipement des Centres routiers de Cerdon et de la Boisse.

SDIS :

- Équipement des CIS de Poncin, Saint-André-de-Corcy, Dortan, Oyonnax et Montluel, tout le site de l'État-major.
- Acquisition de caméras individuelles (attente du décret d'application).

Communes :

- 23 dossiers aidés par le Département pour 338 k€ en 2023.



RESSOURCES
NATURELLES

MONTAGNE
DE L'AIN

VIDÉOPROTECTION

DÉMOGRAPHIE
MÉDICALE

AMBITION
COLLÉGIENS

INSERTION ET
BÉNÉVOLAT

[PRIORITÉS DU MANDAT]

DÉMOGRAPHIE MÉDICALE

- Malettes de téléconsultation : étude de faisabilité sur 3 sites pilotes.
- Augmenter le nombre de maîtres de stage.
- Participation au Congrès national des internes à Lyon les 9 et 10 février 2023.
- Organisation d'une « nouvelle » réunion bilan mutualisée avec le Centre hospitalier de Fleury.
- Lancement du site internet pour les professionnels de santé.
- Poursuite du déploiement du projet de la Maison départementale des professionnels de santé de l'Ain.
- Etude de l'organisation d'un Congrès national dans l'Ain.
- 2 candidats pour le Centre de santé.
- PASS : 25 places supplémentaires à la rentrée de septembre 2023

RSA / BÉNÉVOLAT

- Extension de l'accompagnement bénévolat sur d'autres territoires : proposition d'étendre la démarche sur Bresse / Plaine de l'Ain / Haut Bugey + Pays de Gex / Bas Bugey / Plateau d'Hauteville.
- Recrutement d'un second salarié au sein de France Bénévolat avec l'ouverture possible à d'autres territoires
- Objectif à atteindre : 280 bénéficiaires du RSA ayant un contrat d'engagement réciproque avec le bénévolat comme action à mener.

PLAN AMBITION COLLÉGIENS

- Travaux en cours : collège de Saint-Didier-de-Formans, collège de Péronnas, collège de Villars-les-Dombes, collège d'Ornex, collège de Pont de Vaux, extension du collège de Péron.
- Réhabilitation des collèges d'Ambérieu-en-Bugey et de Miribel : études en cours.
- Élaboration du futur Plan collèges (2024-2030) et du nouveau référentiel Collèges
- Mise en place du plan de lutte contre le harcèlement scolaire
- Actualisation de la convention bipartite Département / Collèges intégrant la nouvelle autorité fonctionnelle du Département vis-à-vis des adjoints gestionnaires





AIN⁰¹
le Département

Édition : octobre 2023